

Acte publié le 05.06.23

7 Finances locales
7.10 Divers

N° 34-2023

DECISION

Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique avec l'Etat

Dans le cadre de la démarche « *notre école, faisons-a ensemble* » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique, la commission d'examen académique a validé le projet "*Associer étroitement les familles et plus particulièrement celles les plus éloignées de l'école*" déposé par l'école élémentaire de Corneville sur Risle pour un montant total de 3297.30 €.

La compétence scolaire étant portée par la CCPAVR, il revient à celle-ci de co-signer la Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique afin de permettre le bénéfice de la subvention de 3297.30€ à l'école pour l'achat du matériel prévu pour le projet.

Aussi, et au regard de ce qui précède,

Le Président de la Communauté de Communes Pont Audemer Val de Risle,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L5214-16. I-4° ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°94-2022 en date du 29 septembre 2022 et portant délégation du Conseil Communautaire au Président en vertu de l'article L510-10 du CGCT ;

CONSIDERANT l'arrêté préfectoral DCL/BCLI/2021 du 28 juin 2021 portant modification des statuts de

CONSIDERANT la délibération n°041-2016 « *modification des statuts – Transfert des compétences scolaires, périscolaires et de restauration scolaire à la Communauté de communes de Pont Audemer* » ;

DECIDE

- **DE SIGNER** la Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique avec l'Etat (Rectorat d'Académie de Normandie) afin de permettre le bénéfice d'une subvention de 3297.30€ à l'école élémentaire de Corneville sur Risle dans le cadre de la démarche « *notre école, faisons-a ensemble* ».

Fait à Pont-Audemer, le 1^{er} juin 2023

Le Président,

Francis COUREL





Convention de financement dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique

Entre

L'Etat,

Représenté par la rectrice d'académie de Normandie

Ci-après dénommé « Etat »

Et

La Communauté de communes Pont-Audemer Val de Risle

Ci-après dénommée « Collectivité »

Vu la loi de finances pour 2023 prévoyant en son article 186 que, par dérogation aux dispositions de l'article L.211-8 du code de l'éducation, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, l'Etat peut participer au financement des dépenses générées par les projets pédagogiques des écoles publiques,

Vu le projet pédagogique « *Associer étroitement les familles et plus particulièrement celles les plus éloignées de l'école* » présenté par l'école élémentaire de Corneville sur Risle relevant de la collectivité,

Vu l'avis de la commission d'examen des projets pédagogiques présidée par le recteur et présentée en annexe à la présente convention,

Vu la décision du Président n°34-2023 approuvant la présente convention,

Dans le cadre de la démarche « notre école, faisons la ensemble » lancée par le Conseil national de refondation (CNR), une vaste concertation a été ouverte sur tout le territoire français associant les équipes pédagogiques dans les écoles, collèges et lycées volontaires mais aussi les familles, élèves et élus locaux, représentants d'associations, acteurs du tissu associatif avec pour perspective la liberté d'innovation des équipes portée par une dynamique collective.

Les écoles et établissements qui le souhaitent peuvent aller au-delà de la concertation et élaborer ou adapter, de manière consensuelle, un projet pédagogique ayant vocation à nourrir leur projet d'école ou d'établissement. Ces projets pédagogiques peuvent le cas échéant bénéficier d'un soutien financier.

Art 1^{er} – Objet de la convention

La présente convention a pour objet d'organiser les modalités du soutien financier prévu dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique entre l'Etat, gestionnaire du fonds, et la collectivité en charge des dépenses afférente au projet pédagogique présenté en annexe.

Les fonds attribués s'inscrivant dans une logique complémentaire et additionnelle aux financements assurés par la collectivité, cette dernière peut, le cas échéant, participer au financement des projets retenus en commission. Les fonds versés à la collectivité ne peuvent couvrir des dépenses de personnels.

Article 2 - Montant et modalités de versement de la subvention allouée dans le cadre du Fonds d'innovation pédagogique

Le budget du projet pédagogique présenté en annexe étant fixé à **3297.30 €** :

- L'Etat s'engage à verser à la collectivité dans le cadre du fonds d'innovation pédagogique une subvention d'un montant maximum de **3297.30 €** pour couvrir les dépenses prévues dans le cadre du projet pédagogique présenté en annexe.

Le montant de la subvention versée par l'Etat pourra être minoré pour correspondre au montant des dépenses réellement



ACADÉMIE DE NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Accusé de réception en préfecture
027-200065787-20230601-dec_0034_2023-AU
Date de télétransmission : 02/06/2023
Date de réception préfecture : 02/06/2023

Division de l'organisation scolaire

exécutées par la collectivité.

L'Etat verse à la collectivité la somme de €, correspondant à une avance de 30 % maximum de sa participation au projet d'innovation pédagogique, à la signature de la présente convention.

Il est procédé à un versement unique de la subvention de l'Etat à la collectivité dès la production par cette dernière des pièces justificatives de dépenses, selon le format décrit à l'article 4 de la présente convention. Le montant de l'avance sera déduit de la subvention à verser par l'Etat.

La subvention est imputée sur les crédits du programme 140 « enseignement scolaire public du 1^{er} degré » de la mission interministérielle « enseignement scolaire » selon les codifications suivantes :

	Données de comptabilité budgétaire			Données de comptabilité générale				Autre	
	Activité budgétaire	Action / Sous-action	Titre / Catégorie budgétaire	Groupe de marchandises		Compte PCE		Flux	
Convention avec une collectivité	0140000FIPE01	07-05	6	63 - transfert aux CT	10.03.01	Transferts directs aux communes et EPCI	6531230000	Transferts directs aux communes et EPCI	1
Avance	0140000FIPE01	07-05	7	71 - prêts et avances	27.01.03	Prêt avance aux coll territoriales et à leurs EP	2742000000	Avances aux coll territoriales et à leurs EP	1

L'ordonnateur de la dépense est la rectrice d'académie de Normandie
Le comptable assignataire est le DDFIP du Calvados.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature par l'ensemble des parties et a une durée de validité d'un an.

Elle est tacitement reconduite jusqu'à l'exécution complète des dépenses à la charge de la collectivité en faveur des projets pédagogiques précisés en annexe et au plus tard jusqu'à la date d'expiration du fonds d'innovation pédagogique (31 décembre 2026).

Article 4 - Modalités de restitution et compte rendu de la dépense

La collectivité s'engage à fournir à l'Etat un compte-rendu d'exécution de la dépense qui présentera le détail des dépenses réalisées comprenant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées en faveur du projet précisé en annexe.

Ce compte rendu, qui devra être signé du représentant légal de la collectivité qui certifie la réalité de la dépense et son affectation aux projets subventionnés et du comptable public local, devra être produit aux services de l'Etat dans un délai de 6 mois à compter de la date effective de réalisation de la dernière dépense exécutée.

Article 5 - Communication

La collectivité s'engage à faire figurer de manière lisible le logo de « notre école faisons là ensemble » sur tous les supports de communication produits dans le cadre de la présente convention.

Article 7 - Recours

Toute litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de [tribunal dans le ressort duquel l'administration a son siège social]

Académie

Le Président de la CCPAVR


Francis COUREL

